

multilatéral est remis en question par ceux qui réclament un «commerce administré», des «objectifs numériques» et des politiques «axées sur les résultats». Cette approche prend appui sur des idées comme ce que l'on appelle «la politique commerciale stratégique» ou «le néo-mercantilisme». De puissants intervenants font comme si les négociations multilatérales, régionales et bilatérales n'étaient guère plus que de simples manoeuvres dans une guerre internationale des emplois, de la croissance et, surtout, de la technologie, une guerre où les États-Unis affronteraient le reste du monde. Le commerce devient un jeu à somme nulle, une lutte pour la survie de l'économie la plus forte. On risque d'oublier, en cherchant la sécurité économique à tout prix, la logique qui veut que la politique commerciale de chacun pour soi, bien qu'elle donne l'apparence d'un gain et d'un avantage relatifs à court terme, ne conduit qu'à une baisse de la croissance et de l'emploi à plus long terme.

On ne saurait trop insister sur les dangers de cette tendance pour l'ordre économique mondial. Car enfin, c'est bien le leadership de l'Amérique du Nord qui, après la guerre, a contribué à créer ce système libéral d'échanges commerciaux et de paiements, dont le rôle est si crucial pour l'expansion de l'économie mondiale. C'est la perspicacité dont nous avons fait preuve à Bretton Woods qui a contribué à édifier les grandes institutions multilatérales des 50 dernières années, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). C'est notre détermination commune qui a aidé à faire avancer les séries successives de négociations du GATT pour la libéralisation des échanges commerciaux, dont la dernière, et la plus vaste dans ses ramifications, a débouché sur l'accord de Marrakech. Le succès de cette politique commerciale ouverte et multilatéraliste ne devrait pas se mesurer seulement à l'expansion sans précédent du commerce mondial observée depuis 1945. Il doit aussi se mesurer au dynamisme et à la vigueur de l'économie nord-américaine d'aujourd'hui.

Ce n'est donc pas en se retirant des échanges multilatéraux, en devenant un «univers insulaire», que l'Amérique du Nord va maintenir son leadership économique dans le monde. Notre force économique, maintenant et dans l'avenir, dépend fondamentalement de notre volonté d'assumer un rôle de chef de file pour édifier un système commercial plus ouvert, fondé sur des règles, pour forger de nouveaux liens et pour bâtir des structures qui, à terme, atteindront la dimension de l'ordre commercial international.

L'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain] peut constituer le noyau d'un ordre commercial mondial plus ouvert et plus dynamique. Il ne peut toutefois le faire que s'il reflète notre volonté collective, non de protéger des intérêts nationaux ou